

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je me suis mal exprimé en parlant de «coordinateurs».

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Si j'ai bien compris, le texte des directives données à M. Keate est libellé en termes assez généraux pour qu'il puisse examiner toutes les circonstances de la controverse au sens étroit de l'émission proprement dite et dans le sens plus vaste de la partie inférieure de l'iceberg.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Royal):** Monsieur l'Orateur, la question est très importante. J'espère que l'honorable représentante peut nous assurer que M. Keate ne se trouve pas entravé dans sa tâche par quelque déclaration solennelle du président de la Société Radio-Canada.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** C'est une des personnes les moins entravées que je connaisse.

[Plus tard]

**M. Barry Mather (New-Westminster):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État, vu les difficultés qu'éprouve actuellement la Société Radio-Canada, si l'honorable représentante serait disposée à faire de son mieux pour accélérer le dépôt du livre blanc sur la radiodiffusion, afin d'éviter que nous nous engagions trop avant dans des accommodements qu'il faudra peut-être modifier de fond en comble?

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Oui, monsieur l'Orateur.

[Français]

#### L'HABITATION

HULL—ON DEMANDE DE MODIFIER LA POLITIQUE DE LA SCHL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances.

Étant donné la situation très précaire dans laquelle les restrictions de crédit imposées par la Société centrale d'hypothèques et de logement placent les constructeurs d'habitations domiciliaires de la région de Hull, le gouvernement ou le ministre des Finances a-t-il l'intention de modifier cette politique nuisible à l'expansion de la région hulloise?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! La question que l'honorable député pose dans le moment est d'ordre général. Je ne crois pas qu'elle puisse être acceptée.

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, je m'excuse, mais ma question se rapporte à un district précis, soit la région de Hull. Le

[M. Lewis.]

ministre a-t-il reçu de l'Association des constructeurs des plaintes à l'endroit de cette politique de restriction de crédit imposée par la Société centrale d'hypothèques et de logement?

**M. l'Orateur:** La question que l'honorable député pose, de façon générale, est la même qu'il a déjà posée, et je ne crois pas qu'il ajoute quoi que ce soit à la question à laquelle une réponse a été donnée par un des ministres.

**M. Caouette:** J'invoque le Règlement. Je changerai la nature de ma question.

Je demande au ministre s'il envisage présentement la possibilité de permettre aux municipalités de la région de Hull et des autres régions de bénéficier des mêmes facilités de crédit que le gouvernement s'apprête à consentir à des pays à l'extérieur du Canada, en prêtant de l'argent sans intérêt.

[Traduction]

LA PÉNURIE DES FONDS HYPOTHÉCAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, nous recevons tous de plus en plus de télégrammes en ce qui a trait aux prêts de la S.C.H.L. En effet, les auteurs de ces télégrammes font état des incertitudes dans le domaine de la construction domiciliaire, et ce retard aggrave la situation. Le ministre pourrait-il donner maintenant la réponse promise par le premier ministre dans sa première déclaration vendredi dernier, je crois? Quelle attitude le gouvernement songe-t-il à adopter dans cette affaire?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, le compte rendu des débats indique que la dernière fois que cette question a été soulevée à la Chambre, le premier ministre a déclaré qu'il ferait connaître l'attitude du gouvernement demain, mardi. On l'annoncera à l'appel des motions demain.

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION DU CANADA À LA CAMPAGNE AMÉRICAINE «DES VIVRES POUR LA LIBERTÉ»

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Agriculture une question qui a trait à une déclaration faite vendredi par le président des